GastroSuisse

25.01.2022 – 10:00 Uhr

Des associations et des représentants de partis de droite demandent la levée immédiate des mesures

Berne (ots) -

Le fait que le Conseil fédéral ait prolongé les mesures contre la propagation du coronavirus est sans commune mesure. L'Union suisse des arts et métiers, la Fédération suisse des centres fitness et de santé, EXPO EVENT Swiss LiveCom Association, GastroSuisse ainsi que des représentants des partis de droite: Le Centre, le PLR et l'UDC demandent donc la levée immédiate du certificat obligatoire ainsi que de l'obligation de télétravail et des dispositions relatives à la quarantaine et à l'isolement.

"De nombreuses branches ainsi que la population souffrent énormément", a déclaré Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers. La raison en est l'obligation de télétravail, les dispositions de quarantaine et d'isolement ainsi que le régime 2G ou 2G+, que le Conseil fédéral a prolongé la semaine dernière. C'est pourquoi l'Union suisse des arts et métiers, la Fédération suisse des centres fitness et de santé, EXPO EVENT Swiss LiveCom Association, GastroSuisse ainsi que des représentants des partis de droite: Le Centre, le PLR et l'UDC ont exigé la **levée immédiate de ces mesures sanitaires** lors de leur conférence de presse d'aujourd'hui à Berne.

"Ces restrictions en vigueur **ne sont plus justifiables d'un point de vue social et économique**, a déclaré le conseiller national du centre, Alois Gmür. Après deux ans de pandémie, les gens veulent revenir à la normale". En particulier, **le certificat obligatoire est disproportionné et anticonstitutionnel dans la situation actuelle**, comme l'ont souligné en choeur les associations et les représentants des partis de droite. "Les mesures n'ont pas les effets escomptés", a constaté Claude Ammann, président de la Fédération suisse des centres fitness et de santé. Casimir Platzer, président de GastroSuisse, renchérit: "Le certificat ne sert à rien, il n'empêche plus les contaminations puisque les gens se contaminent, et ce partout, avec ou sans certificat."

La conseillère nationale PLR, Daniela Schneeberger a également souligné que ces restrictions devaient immédiatement être supprimées. On ne peut plus constater une surcharge du système de santé. Le nombre de patients Covid dans les unités de soins intensifs a nettement diminué et continuera à baisser. Finalement, on n'y trouve guère de patients qui doivent être traités pour une contamination par le variant dominant Omicron. Le conseiller national UDC, Thomas Matter complète: "La majeure partie de la population **a été contaminée ou le sera dans les deux semaines à venir**, la plupart ne présentant aucun symptôme ou seulement des symptômes légers".

Les dommages causés désormais par une prolongation des mesures sont bien plus graves que les bénéfices. "**Les chaînes de création de valeur doivent se remettre le plus rapidement possible de ces effets négatifs**", a déclaré Christoph Kamber, président d'Expo Event. Les branches concernées doivent en outre être indemnisées rapidement et de la manière la moins bureaucratique possible par le programme de cas de rigueur 2022, tant qu'elles sont touchées par des pertes de chiffre d'affaires massives en raison de la situation actuelle.

Vous pouvez suivre la conférence de presse en direct à partir de 10.00 h sur www.gastrosuisse.ch.

Contact:

Hans-Ulrich Bigler, directeur Union suisse des arts et métiers, usam

Claude Ammann, président Fédération suisse des centres fitness et de santé SFGV

Christoph Kamber, président EXPO EVENT

Casimir Platzer, président GastroSuisse
Tél. 044 377 53 53, communication@gastrosuisse.ch

Thomas Matter, CN UDC

Daniela Schneeberger, CN PLR et vice-présidente Union suisse des arts et métiers, usam

Alois Gmür, CN Centre, président central VSG, Bierbrauer

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100007695/100884346 abgerufen werden.